

## **Autour de Pierre Fournier : questions de méthodes**

*La rue de la République avant Euroméditerranée : entre deux ports, entre deux quartiers populaires, entre deux rêves...*

Hélène Steinmetz, qui anime la séance, présente Pierre Fournier. Pierre Fournier est maître de conférence à l'Université de Provence. Sa thèse a porté sur les ingénieurs dans l'industrie nucléaire, avec une dimension spatiale. Il a ensuite eu la volonté de travailler sur Marseille où il enseigne.

Déroulement de la séance

1. Exposé de Pierre Fournier sur des questions méthodologiques
2. Questions et débats à partir des lectures faites
3. Exposés de Johanna Meynier et d'Hélène Steinmetz : questions de méthode sur leurs travaux de recherche en cours (pas dans le compte-rendu)

### 1. Exposé de Pierre Fournier

Introduction :

Pierre Fournier remercie pour l'invitation ; il se rappelle être venu présenter les débuts de cette recherche au début 2000 dans la préparation à l'agrégation de SES.

Apprécie aussi le nom du labo junior, Focales : pris dans un sens méthodologique, cela colle bien avec les démarches qu'il va présenter : des regards sociologiques à différentes échelles avec des emboîtements...

Sa recherche actuelle est en continuité à la fois avec sa recherche sur les travailleurs du nucléaire et avec celle sur la rue de la République : avec les travailleurs du nucléaire, il avait déjà abordé la question des conduites sociales quand on les pense avec une durée, question de l'inscription dans le temps des faits sociaux, et de leurs superpositions partielles. Mais cela portait sur une petite mono-industrie (nucléaire) du sud de la France. A Marseille, il a eu la possibilité de développer ça en beaucoup plus grand.

Aujourd'hui, retour à l'industrie avec l'industrie pharmaceutique – recherche financée par l'ANR – pas encore très avancé.

On va parler des méthodes sur la base de :

- le 128 écrit pendant la thèse dans les années 90, en même temps que les manuels d'Henri Péretz et de Florence Weber et Stéphane Beaud ; porte sur l'observation ethnographique ; mais approche un peu « manuel »...
- le récit de la recherche collective menée à Marseille dans les 90's, avec des sociologues mais avec des dimensions ethnographiques et historiques, qui donnera un terrain d'application à la discussion sur les points de méthode
- enfin, on s'appuie sur des textes : sur cette recherche, dans le livre *Marseille entre ville et ports. Les destins de la rue de la République*, les points de méthode sont explicités + publication dans *Ethnographiques.org* à l'automne 2006 sur l'entretien, l'entretien biographique, les observations à découvert.

On commence par revenir sur l'enquête sur Marseille.

Il s'agit d'une tentative de construction d'une analyse un peu poussée, à partir de petits temps

d'enquête ou d'ethnographie ou de dépouillement bien isolables ; c'est donc assez proche d'une enquête de thèse : des bouts qui font système et qu'on peut présenter.

Le lancement de la recherche : par qui et pour qui ?

L'enquête a été menée par des étudiants et pour eux-mêmes au cours des années 1990, dans le cadre d'un enseignement de formation à la recherche à l'EHESS à Marseille ; c'était donc pour eux une première expérience de recherche. L'EHESS se situe dans la Vieille Charité, un hospice du 17<sup>ème</sup> siècle dans le quartier du Panier, qui est la ville médiévale au Nord du vieux-port. La rue de la République se présentait donc comme un terrain facile d'accès. Le Panier était déjà pas mal étudié ; c'est un quartier fortement populaire, et il y avait un côté un peu zoo : des intellos au milieu étudient les populations populaires... Tandis que rue de la République, ça n'a l'air d'intéresser personne. On décide donc d'y envoyer les étudiants : dans les cafés, dans les lignes de bus... on en discute en séminaire, ça s'avère pas mal, on décide aller plus loin. Une étudiante décide de faire une monographie d'immeuble ; ce n'est pas simple mais ça marche. D'autres vont explorer les vendeurs de pizzas et de kebabs ; les églises ; les bureaux de vote. Ça se révèle passionnant pédagogiquement, mais le terrain se révèle aussi digne d'une recherche plus coordonnée. Mais par qui et pour qui ?

Deux financeurs sont d'accord, dans une logique particulière (on n'est pas passés par un appel d'offre) :

- En 1998, une opération publique se dessine sur cette rue : Euroméditerranée est en train d'apparaître, un gros établissement public pour accompagner une opération d'envergure nationale. En 98, il n'a pas encore de grosse visibilité. Et le Ministère de l'Équipement a quelques sous en reste.
- La région PACA a basculé à gauche et veut financer de la recherche ; elle crée donc un « pôle-ville », qui est d'accord pour financer aussi le travail sans contrainte sur la direction de la recherche.

Par qui ? Trois étudiants avancés partis en thèse , des collègues sociologues, anthropologues, historiens et politistes de Marseille ; en tout, 12 personnes.

Présentation de l'enquête :

Cette rue est incongrue : c'est une grande rue majestueuse un peu à l'abandon, qui coupe les petites rues du quartier populaire des Carmes et du Panier... bizarre, on veut en savoir plus. On adopte le même principe que dans l'atelier : des entrées découpées, cloisonnées sur des objets de petite taille, en partant de l'idée que c'est sûrement par un jeu de mosaïque qu'on a le plus de chances de faire le portrait de cette rue qui n'est sûrement pas homogène et ne semble pas former un quartier [à Marseille, on compte 111 quartiers – fondés sur des pratiques indigènes récupérées par les chercheurs et l'administration]. Cette rue est grande, mais elle ne forme sûrement pas quartier. Les objets choisis sont les suivants :

- une monographie d'immeuble
- les vendeurs de pizzas et de kebabs
- reprise du travail sur les bureaux de vote
- les agences d'intérim
- les CIQ – Comités d'intérêt de quartier (forme associative de représentation d'un espace local auquel les élus peuvent s'adresser ; logique d'intermédiation)
- le petit commerce
- un café vietnamien
- portrait d'un résident de la fin du 19<sup>ème</sup>, à la fois médecin des riches et des prostituées
- portrait d'un résident actuel de Belsunce, promeneur de la rue
- deux commerçants face à face aux destins opposés
- une ancienne prostituée, devenue tenancière de cabaret puis habitante

Le regard est à la fois éclaté et non systématique.

Mais cette mosaïque s'inscrit dans un double cadre :

- une enquête sur Euroméditerranée : un projet flou, aux acteurs divers qui vont chacun peser sur le contour du programme d'aménagement. Comme dans le travail d'Hélène Steinmetz, il s'agit de regarder les mises en œuvre de politiques qui ne viennent pas seulement d'en haut. Ce projet fait donc l'objet d'une grosse enquête importante avec un financement du PUCA
- une histoire de la rue, de son ouverture en 1862 jusqu'aux années 90 : des lectures sur la percée initiale (19<sup>ème</sup> siècle, percée haussmannienne) ; des comptages sur le peuplement longue durée. On trouve des recensements nominatifs aux archives municipales, départementales, ailleurs... (il faut chercher mais ça se trouve) : des listes de noms (comme le Tout-Lyon, il existe un Indicateur Marseillais, indication d'une forme de notoriété et de certaines positions sociales) + les baux locatifs de la SIM (ils contiennent une information déclarative sur la profession de la personne déclarée comme garantie du paiement de loyer, les dates d'entrée et de sortie du logement et l'adresse concernée) ; ils sont conservés de 1925 à 1980 (8000 baux enregistrés et catégorisés).

En résumé, il s'agit d'une enquête quantitative sans questionnaire – ce qui aurait été trop délicat dans le contexte d'un projet de réhabilitation qui suscite fantasmes terribles chez des résidents : les questionnaires peuvent ainsi parfois participer au brouillage du moment, avec des lettres dites anonymes et des rumeurs... il y avait donc peu de chances que ça marche. Pierre Fournier se montre radicalement contre l'opposition qualitatif / quantitatif ; il s'agit une enquête « avec zoom », avec la rencontre de résidents et d'actifs de la rue, avec le souci de les situer précisément. Enfin, c'est une enquête avec un souci d'histoire, sur une rue dont l'ancienneté est inhabituelle en sociologie mais pas hors de portée.

Au final, le livre *Marseille entre ville et ports. Les destins de la rue de la République*. Le gros titre est dû à l'éditeur, le sous-titre vient des chercheurs : les destins, ce sont à la fois les usages successifs prévus de ce lieux, les destinations de cette rue (à son ouverture, aujourd'hui, entre les deux) et les destins de ses occupants, ses usages réels, les destinées.

Les quelques photos montrent une zone urbaine au beau bâti bourgeois :

- 4 une vue aérienne montre cette grande rue qui relie le vieux port et les bassins de la Joliette, c'est-à-dire les « nouveaux ports » construits au 19<sup>ème</sup> (port de commerce)
- c'est un axe Nord-Sud
- les façades sont travaillées, purement haussmanniennes et parisiennes : bas reliefs, ferronnerie, etc.
- mais bizarrerie : place Carnot, des murs de plus de 20 m de haut, des constructions en hauteur...
- des passages classiquement parisiens
- un bâti bourgeois mais un habitat manifestement populaire
- linge étendu... inattendu par rapport aux façades
- des bars variés : « Le Panam – Little Saïgon », la « pizza Gogo », « Nefertiti », « Toutankamon », des friteries, des kebabs... une rue manifestement populaire
- une population mixte dans ses origines
- le local CFDT
- la « pharmacie maritime », devenue « pharmacie du centre-ville » avec le déplacement du port...
- des cabarets de marin : le perroquet bleu, le Miami, un hôtel meublé...

Une zone en crise, à réhabiliter ?

Euroméditerranée : le projet est le dédoublement du port de Marseille entre la Joliette et Fos-Etang de Berre ; il est lié à un besoin de relance d'activité ; les docks étant spontanément réinvestis par du tertiaire, cela donne l'idée qu'on peut y faire venir des cadres pour travailler... et que ces immeubles de la rue de la République pourraient leur convenir comme logements. Il y aurait donc possibilité de transformation de cette rue.

[Le travail d'enquête a duré de 1996 à 2001. Les travaux dans la rue liés à Euromed ont débuté en 2003 (tram, parking souterrain, etc).]

La zone se présente, en 1996, comme une zone peu valorisée, réputée en déclin ; mais lorsqu'on demande depuis quand, la réponse est « depuis le début »... Il s'agit en effet de comprendre une opération en échec depuis son lancement. Que s'est-il passé ?

L'ouverture de la rue Impériale : 1862-1864. Fonds Terris, archives départementales

Terris : Photographe officiel.

Une carte de 1861 montre très nettement la percée entre les deux ports, le vieux port et le bassin de la Joliette. Mais pourquoi les relier ?

Pour la circulation de marchandises : on peut faire le tout, il y a un tram, mais il est très encombré. On peut aussi passer par l'Est, en remontant la Canebière puis le cours Belsunce puis en passant la porte d'Aix ; c'est un peu long et surtout le dénivelé est important (porte d'Aix à 80m). D'où la décision de la percée, pour rendre cette circulation plus simple.

Mais il y a une autre raison. Une « troisième ville » est en construction et en projet, au parcellaire lâche, près des nouveaux bassins qu'on comble à partir des calanques existantes. En les comblant, on dégage des terrains sur lesquels on met des docks, mais aussi de la construction – ce qui paraît normal pour le spéculateur et acteur immobilier qu'est Jules Mirrès. En 1861, une partie est réalisée et une autre en projet, mais l'opération ne marche pas bien car elle est trop éloignée ; de plus, il faut franchir le quartier populaire du Panier à côté du vieux port pour rejoindre le centre. D'où idée de détruire ce quartier... mais c'est un peu gros. De plus, il bénéficie de l'argument du mistral : c'est un obstacle naturel aux vents. L'idée est alors de percer un tunnel... mais en y joignant une opération immobilière... donc un tunnel à ciel ouvert, à travers le bâti dense de la ville médiévale.

On voit les photos de Terris, avec des gens qui posent : dans l'ancien quartier, les rues sont étroites (pour casser le mistral), les façades discontinues, bâties sur des collines, des petites places... on détruit, on perce, on rase des bâtiments. Il s'agit d'une percée dans une colline, dans une butte (on voit en profil le relief). C'est un chantier énorme, à la pioche, avec des trains pour le déblai qu'on amène aux bassins pour les combler. Restent les maisons du Panier et des Carmes des deux côtés.

Pour les constructions modernes, on utilise des grues. La structure des immeubles est à la Balthar, métallique. Il y a à la fois pureté des formes, mais des décrochements et des jeux avec les entresols pour intégrer la pente. Monumental, imposant. Photo de l'hôtel Régina (siège de la Gestapo pendant la guerre puis siège des impôts). La rue devient le siège de compagnies, d'hôtels ; on y fait passer un tramway (repris par Euromed).

Tout cela contraste avec l'environnement urbain marseillais traditionnel (les « trois fenêtres ») : des façades riches, et des arrières misérables ; une digue qui prend l'eau, comme l'écho d'un échec initial : c'est une crise immobilière, cela ne se vend pas, personne ne vient s'y installer, en tous cas pas les bourgeois attendus. Pourquoi ? les milieux sociaux ne peuvent-ils pas coexister ?

En fait, l'intention ne pouvait pas fonctionner totalement et était plus complexe : il s'agissait en réalité d'accompagner un tournant vers un nouveau mode de production des richesses ; mais l'opération immobilière fut mal conçue : il fallait attirer la bourgeoisie ? mais pas de

place prévue pour des attelages dans les cours d'immeubles, et pas de jardins. L'ensemble se révèle mal pensé, c'est un échec de Mirrès. Les frères Pereire reprennent l'affaire (c'est l'époque de développement du capitalisme bancaire, ils viennent donc prendre place sur le port, avec l'idée qu'il faut y être) mais échouent à leur tour. L'échec financier peut s'expliquer.

Mais l'échec social ?

Ce sont des capitaux marseillais qui reprennent la rue, constitués en SIM, et la mettent en locatif ; ce n'est donc plus le même public qui est visé ; on ne vise plus la bourgeoisie, mais pas non plus les populations des couches les plus basses. Il s'agit d'attirer des populations nouvelles, des « élites de second ordre », qui disposent d'un prestige fort et sont capables de donner le ton en s'installant là : élites techniques de la navigation, des services portuaires, des compagnies maritimes à terre, peseurs-jurés, marins embarqués, bureaux d'entreprises, services à terre de ces compagnies, etc. Une partie est donc louée en résidentiel, une autre en hôtels et bureaux.

La rue de la République joue alors comme une modalité de certification de leur position sociale, et crée un effet d'adresse dans la ville ; il y a bien « gentrification » finalement, même si ce n'est pas par la bourgeoisie traditionnelle ni par la nouvelle bourgeoisie : il y a fabrication d'un lien entre profession et adresse. Mais attention, ce lien n'est pas mécanique, et il est à prendre dans les deux sens : les lieux font les gens, mais les gens rehaussent aussi la qualité de l'espace. Exemple du médecin, satisfait de trouver une position qui lui offre un « signe de bourgeoisie ». L'adresse prestigieuse, déclassée par rapport aux projets, fait quand même le prestige du marin. Ces gens vont marquer cet espace, faire référence, constituer des repères pour les suivants qui arriveront dans la ville.

On repère dans les baux un mouvement d'arrivée d'italiens, de corses (marins), de grecs et d'arméniens (commerçants) qui viennent dans la rue de la République en deuxième installation, après avoir habité les quartiers populaires. La rue de la République est pour eux un certificat de réussite, soit par la résidence, soit par bureau (ou les deux, pour les commerçants). Ce qui s'est observé pour les marins peut donc être repris avec ces migrants.

Ce mouvement se répète avec l'immigration suivante des maghrébins, qui y viennent aussi en deuxième installation, en vertu d'une référence constituée par la génération précédente (cf le chapitre 5) : des élites du groupe se font « consacrer » en venant habiter là, en référence à ce qui s'est constitué (de façon minoritaire mais néanmoins) à la génération précédente.

La construction de l'analyse :

Comment on a constitué cette analyse dans le travail de recherche ?

Le dépouillement quantitatif a aidé. On a reconstitué une petite nomenclature en fonction de la source (cf « employé » veut dire « qui gagne de l'argent », et non pas PCS 5), construite précisément. Et sur un siècle, on voit que le peuplement est assez constant : on le compare à 4 dates solides (base à trous), et on constate que tous les discours de « l'âge d'or » et du « déclin » s'effondrent. Il faut donc aller plus loin et sophistiquer le raisonnement autour de ces générations et de ces migrants, venus pour la plupart dans des logiques de classement social, le classement des uns faisant le déclasser des autres. Ainsi, « l'âge d'or » est un discours tenu par ceux qui sont venus dans un parcours de promotion sociale, qui se sont installés et qui perçoivent la génération suivante, elle aussi dans une trajectoire de promotion sociale (mais qu'ils ne perçoivent pas) comme une menace, un déclasser pour eux, puisqu'ils ont l'air d'arriver de « plus bas ».

On en arrive ainsi à un schéma en vagues migratoires successives, et entre deux des crises ; ce

qui explique les discours de l'âge d'or et de la crise. En fait, il y a plutôt coexistence de promus, d'héritiers, de nouveaux arrivants, d'habitants de logements sociaux de fait et des habitants des logements bourgeois de tous temps. Il a donc fallu du temps pour comprendre ce fonctionnement et percevoir cela, notamment ces parcours de promotion sociale. Ce sont les petites enquêtes s'emboîtant dans un raisonnement inductif qui l'ont permis : une recherche par intuitions-vérifications mais pas procédurisées comme dans le raisonnement hypothético-déductif.

## 2. Questions et débats

Hélène Steinmetz : l'objet de la recherche est présenté comme une monographie, mais une opposition est faite entre la monographie, dans un raisonnement analogique, et le modèle comparatiste

PF : Il ne s'agit pas vraiment d'« analogie » mais il y a bien opposition avec le comparatisme. Le comparatisme aurait été la déclinaison de mêmes questionnements sur des lieux différents et singuliers (démarche d'historiens surtout). Là, ce n'était pas l'idée. L'idée était de prendre un objet autonome avec l'intention de l'inscrire dans un jeu d'échelles – de faire varier les focales. C'est une observation du ici et maintenant qui prend le soin de se douter qu'il vient d'autres choses après et que c'est pris dans des choses plus grandes. On a à la fois des trajectoires individuelles et des effets d'ensemble qui se constituent. On ne peut se passer ni de l'échelle nationale pour penser et comprendre la rue de la République, ni de la généalogie (hier : la rue provient d'une demande de financement pour une route nationale ; aujourd'hui : elle est touchée par le projet Euromed, avec des investissements nationaux etc.). Comment voir ces échelles s'imbriquer si on ne se concentre pas un moment sur un espace local ? ça ne peut être que sur un espace local qu'on peut voir toutes ces échelles.

HS : Vous faites également référence aux travaux de l'OCS (Observatoire du Changement Social) sur ces questions de monographies. Or pour l'OCS, la monographie n'était-elle pas comme une partie prélevable sur un tout homogène ?

PF : On y fait référence car c'est bien mais on ne se situe pas dans la descendance directe. Mon directeur de thèse appartenait à l'OCS. Je défendrais plutôt une méthode de l'exception : « là c'est plus visible » ; idem pour ma thèse. On peut bien objecter que ça n'existe donc nulle part ailleurs ; mais si on décrit des raisonnements sociaux, on peut en trouver des résonances ailleurs. Des configurations si singulières qu'elles permettent de dégager quelques variables comme aimerait le faire un expérimentaliste.

HS : Dans ce cas, les variables que vous arrivez à isoler et qui font qu'on dit quelque chose de spécial par rapport à une étude de portion de ville... quelles sont elles ?

PF : Le schéma : on a essayé de ne pas le simplifier. On prend le temps de décortiquer plein de choses (plus que ne le ferait un aménageur). Aujourd'hui, l'ironie, c'est la loi SRU qui dit : on va « faire de la mixité » ; alors qu'on était déjà en plein dedans !! Voilà quelque chose qui était compliqué à montrer là, en prenant le temps et des entrées variées ; mais ça dit des choses mais on a l'espoir d'en retrouver des échos. De la même façon lorsque Y. Grafmeyer étudie un « quartier bourgeois » : un quartier bourgeois ou un quartier populaire, ça n'existe jamais tel quel, c'est toujours plus compliqué que ça (40% de PCS ++, ce n'est pas 100%). L'idée est donc de ne pas faire de la monographie « matricielle », mais plutôt « à la carte » : car c'est l'emboîtement des pièces qui est intéressant, tant pis si on ne les a pas toutes.

HS : A propos des aménageurs : il y a dans l'histoire deux projets urbains ; avez-vous tenté une approche comparatiste entre ces deux opérations ?

PF : Non, même la tentation était grande, surtout sur les catégories d'acteurs : les ingénieurs des ponts du 2<sup>nd</sup> empire / les aménageurs de la fin du XX<sup>e</sup> (?). Mais il n'y avait pas d'historien partant. Des historiens de l'art avaient travaillé dessus mais loin de ces questions quand même, on a donc abandonné. Et les politistes ne sont pas à l'aise pour travailler sur des projets pas finis du tout, en train de se faire – mais cette enquête a changé leur façon de faire. C'est vrai qu'on a des intentions, des principes, des logiques... tout un vocabulaire qui vient bien après-coup mais qui éclate quand on regarde les choses en train de se faire.

Un point seulement a été étudié de façon « matricielle » : le vote. Ca a procuré du plaisir mais aussi de la lassitude, et rien de très sensible n'en ressort.

Pierre Gilbert : Pouvez-vous nous parler du travail en commun et de l'écriture finale ?

PF : Ca a l'air d'être un collectif et non une recherche collective, ce qui a posé des problèmes d'édition. Mais les encadrés méthodologiques, la postface, les photos, les introductions de parties, le choix de la littérature... font que c'est une recherche collective. Les portraits sociologiques sont proches d'une écriture de fiction. Le chapitre 15 en particulier : toutes les autres enquêtes viennent expliquer ce récit, on y trouve plein de résonances. Ce récit proche de la littérature fait écho aux autres chapitres. Les encadrés méthodologiques étaient demandés à tout le monde systématiquement, pour montrer la façon dont on a travaillé. Quant aux photos, le nombre était limité par l'éditeur. Les transitions étaient importantes pour dire que tout n'est pas traité, et dire ce qui aurait dû figurer aussi dans une « matrice » (matriciel entendu au sens de systématique).

HS : Pas matriciel, mais quand même complet...

PF : Ce sont des injonctions plutôt pour voir si ces jeux d'échelle fonctionnent : jeux d'échelles de l'individu au social (son histoire individuelle intègre et fait écho des choses plus structurelles), jeux d'échelle dans l'histoire (des structures sont appropriées successivement)...